L'UNION MÉDICALE DU CANADA

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DES

DRS A. LAMARCHE ET H. E. DESROSIERS.

MONTREAL, AVRIL 1883.

Pour tout ce qui concerne l'Administration ou la Rédaction, s'adresser, **par écrit**, à l'*Union Médicale du Canada*, Tiroir 2040, Bureau de Poste, Montréal, ou **verbalement**, soit au Dr A. Lamarche, No 276, rue Guy, soit au Dr H. E. Desrosiers, No 70, rue St. Denis, à Montréal.

L'abonnement à l'*Union Médicale* est de **83.00 par année**, payable d'avance. Ce montant peut être remis par lettre enregistrée ou par mandat poste payable au Dr A. Lamarche.

MM. les abonnés sont priés de donner à l'Administration avis de leur changement de résidence et d'avertir immédiatement s'il survenait quelque retard dans l'envoi ou quelque erreur dans l'adresse du journal.

Les manuscrits acceptés restent la propriété du journal.

Tout ouvrage dont il sera déposé deux exemplaires à la Rédaction sera annoncé et analysé s'il y a lieu.

Les seuls agents-collecteurs autorisés de l'*Union Médicale* sont M. G. H. CHERUET pour la ville de Québec et les districts ruraux, et M. N. LÉGARÉ pour la ville de Montréal et la banlieue.

L'*Union Médicale du Canada* étant le seul journal de médecine publié en langue française sur le continent américain est l'organe de publicité le plus direct offert aux pharmaciens, fabricants d'instruments de chirurgie et autres personnes faisant affaires avec les membres de la profession.

L'*Union Médicale* ne donne accès dans ses colonnes d'annonces qu'aux maisons et produits qu'elle croit pouvoir recommander à ses lecteurs.

MM. GALLIEN et PRINCE, négociants-commissionnaires, 36, Rue Lafayette à Paris, France, sont les fermiers exclusifs de l'*Union Médicale* pour les annonces de maisons et de produits français et anglais.

Pour les annonces de produits canadiens ou des Etats-Unis, s'adresser à l'Administration.

Une question d'étiquette.

Nous n'avons pas à commenter le côté commercial de la question soulevée par M. McGale dans la correspondance qu'il nous adresse et que nous publions plus haut. Sous ce rapport notre correspondant est beaucoup plus que nous à portée de juger. Quant au côté professionnel, nous croyons que la suggestion de M. McGale est de bon aloi et des plus opportunes.

La plupart des médecins suggèrent à leurs malades de s'adresser de préférence à tel ou tel pharmacien en qui ils reposent, avec plus ou moins de raison, une confiance plus grande. Cela est parfait tant que c'est dans l'intérêt du malade, mais alors pourquoi employer une réclame dont le patient a droit de suspecter la légitimité. Si l'étiquette médicale défend au médecin de faire de la réclame pour lui-même elle ne saurait lui permettre d'en faire, pour raisons pécuniaires, en faveur du pharmacien.

Aucune raison ne saurait excuser la sordide spéculation que certains médecins font aux dépens de leurs clients en acceptant du pharmacien une commission sur leurs prescriptions. Il ne peut y avoir deux opinions sur une pratique aussi dérogatoire à la dignité professionnelle. Il est vrai qu'il n'est pas facile d'obtenir de certains clients les honoraires d'une consultation ou d'une prescription, mais cela ne saurait